

5 janvier 2017

## RDC: Philippe Busimba menacé de mort et d'enlèvement

Le 4 janvier 2017, M. **Philippe Busimba** a appris qu'un membre des forces armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et ses collègues envisageaient de se rendre à Goma afin d'enlever le défenseur, qu'ils accusent de menacer leurs intérêts lorsqu'il travaille sur le terrain.

[Philippe Busimba](#) est un défenseur des droits humains qui travaille pour des organisations de la société civile à Goma, en RDC, depuis 2009. Il travaille actuellement pour **Civil Bridge**, une organisation de tutelle qui coordonne 77 organisations locales au sein d'une coalition. Civil Bridge œuvre pour la paix et le développement au Nord-Kivu, et plus récemment, Philippe Busimba enquêtait sur des affaires de violations des droits humains à Rutshuru, notamment sur des cas d'exploitation et de harcèlement de la population par les FARDC. En outre, il a mis à jour des actes de harcèlement, d'intimidation et d'exploitation de la population locale près du Parc national de Virunga, perpétrés par certains membres des FARDC et des membres des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR), un groupe rebelle rwandais basé dans l'est de la RDC.

Le 4 janvier 2017, des membres des FARDC ont informé Philippe Busimba et ses collègues que l'un d'entre eux, nommé Suleiman, et plusieurs de ses collègues, envisageaient de louer une voiture et de se rendre à Goma pour l'enlever. Ils estiment que le défenseur menace leurs intérêts dans la région du Nord-Kivu, suite à son récent travail d'observation de la situation des droits humains. En raison de ces menaces, le défenseur a pris la fuite.

Peu avant, fin décembre 2016, Philippe Busimba a été menacé et harcelé par les FARDC et les FDLR. Le 19 décembre 2016, alors que le défenseur n'était pas chez lui, trois inconnus armés sont entrés dans sa maison où se trouvait sa famille, et ont tiré trois coups de feu en direction de la maison. Après cet incident, des militaires des FARDC qui patrouillaient sont arrivés et les trois hommes armés ont pris la fuite. Le 26 décembre 2016, un membre de l'agence nationale des renseignements (ANR) aurait reçu la visite de Suleiman et aurait proféré des menaces contre Philippe Busimba. Le membre de l'ANR a répété ces menaces à Philippe Busimba. Le 28 décembre 2016, lors d'une rencontre fortuite dans un lieu public fréquenté, Suleiman s'en est pris à Philippe Busimba et a menacé de "s'occuper de lui" un jour ou l'autre. Par ailleurs, Philippe Busimba a reçu un appel d'un homme qui affirme appartenir au FDLR et qui aurait été payé pour le tuer, et que s'il voulait la vie sauve, le défenseur devrait payer 1500\$.

Front Line Defenders est profondément préoccupée par la sécurité du défenseur des droits humains Philippe Busimba, et pense que les menaces de mort, d'enlèvement et d'extorsion qu'il a reçues sont un acte de représailles contre son travail légitime et pacifique en faveur des droits humains. Front Line Defenders estime que les menaces de mort proférées contre Philippe Busimba font partie d'une plus vaste [campagne](#) de harcèlement et de menaces à l'encontre des défenseur-ses des droits humains en RDC; elles font suite à l'assassinat de [Marcel Tengeneza](#) et du [Père Vincent Machozi](#) dans la province du Nord-Kivu cette année.

**Front Line Defenders exhorte les autorités de la RDC à:**

1. Prendre les mesures nécessaires afin de garantir l'intégrité physique et psychologique et la sécurité de Philippe Busimba;
2. Ouvrir immédiatement une enquête approfondie et impartiale sur les menaces de mort et d'enlèvement proférées contre Philippe Busimba, dans le but de publier les résultats et de traduire les responsables en justice conformément aux normes internationales;
3. Garantir qu'en toutes circonstances, tous-tes les défenseur-ses des droits humains en RDC puissent mener à bien leurs actions légitimes en faveur des droits humains, sans craindre ni restrictions ni représailles.